

0.a. Objectif

Objectif 2 : Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable

0.b. Cible

Cible 2.a : Accroître, notamment grâce au renforcement de la coopération internationale, l'investissement dans l'infrastructure rurale, les services de recherche et de vulgarisation agricoles et la mise au point de technologies et de banques de plantes et de gènes d'animaux d'élevage, afin de renforcer les capacités productives agricoles des pays en développement, en particulier des pays les moins avancés

0.c. Indicateur

Indicateur 2.a.2 : Total des apports publics (aide publique au développement plus autres apports publics) alloués au secteur agricole

0.e. Mise à jour des métadonnées

2017-07-09

0.f. Indicateurs connexes

Autres indicateurs d'aide publique au développement (APD)

0.g. Organisation(s) internationale(s) responsable(s) de la surveillance mondiale

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

1.a. Organisation

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

2.a. Définition et concepts

Définition :

Décassements bruts du total de l'Aide publique au développement (APD) et des autres apports du secteur public de tous les donateurs en faveur du secteur agricole.

Concepts :

APD : Le Comité d'aide au développement (CAD) définit l'APD comme « les flux vers les pays et territoires figurant sur la liste du CAD des bénéficiaires de l'APD et vers les institutions multilatérales, qui sont

1. fournis par des agences officielles, y compris les gouvernements des États et des collectivités locales, ou par leurs agences exécutives; et
2. chaque transaction est administrée avec pour principal objectif la promotion du développement économique et du bien-être des pays en développement; et
3. est de nature concessionnelle et comporte un élément de subvention d'au moins 25 % (calculé à un taux d'actualisation de 10 %) ». (Consulter <http://www.oecd.org/fr/developpement/financementpourledeveloppementdurable/normes-financement-developpement/aidepubliqueaudeveloppementdefinitionetchampcouvert.htm>).

Autres apports du secteur public : Les autres apports du secteur public (à l'exclusion des crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public) sont définis comme des transactions du secteur public qui ne remplissent pas les conditions d'éligibilité à l'APD, soit parce qu'elles ne visent pas principalement le développement, soit parce qu'elles ne sont pas suffisamment concessionnelles.

(Consulter [http://www.oecd.org/dac/stats/documentupload/DCDDAC\(2016\)3FINAL.pdf](http://www.oecd.org/dac/stats/documentupload/DCDDAC(2016)3FINAL.pdf) (en anglais), paragraphe 24)

Le secteur de l'agriculture est tel que défini par le CAD et comprend tous les codes sectoriels des système de notification des pays créanciers de la série 311 (consulter le lien : <http://www.oecd.org/fr/developpement/financementpourledeveloppementdurable/normes-financement-developpement/codes-objetclassificationsectorielle.htm>).

3.a. Sources de données

Le CAD de l'OCDE recueille des données sur les flux de ressources officielles et privées depuis 1960 au niveau agrégé et depuis 1973 au niveau des activités par le biais du Système de notification des pays créanciers (les données du SNPC sont considérées comme complètes depuis 1995 pour les engagements au niveau des activités et depuis 2002 pour les décaissements).

Les données sont déclarées par les donateurs selon les mêmes normes et méthodologies (consulter le lien : <http://www.oecd.org/fr/cad/financementpourledeveloppementdurable/normes-financement-developpement/>).

Les données sont déclarées sur la base d'une année civile par les déclarants statistiques des administrations nationales (agences d'aide, ministères des Affaires Étrangères ou des Finances, etc.).

3.b. Méthode de collecte des données

Un déclarant statistique est responsable de la collecte des statistiques du CAD dans chaque pays/organisme fournisseur. Ce déclarant se trouve généralement dans l'organisme d'aide national, le ministère des Affaires Étrangères ou des Finances, etc.

3.c. Calendrier de collecte des données

Les données sont publiées sur une base annuelle en décembre pour les flux de l'année précédente.

Les flux détaillés pour 2015 seront publiés en décembre 2016.

3.d. Calendrier de diffusion des données

Décembre 2016.

3.e. Fournisseurs de données

Les données sont déclarées sur la base d'une année civile par les déclarants statistiques des administrations nationales (agences d'aide, ministères des Affaires Étrangères ou des Finances, etc.).

3.f. Compilateurs des données

OCDE

4.a. Justification

Les flux totaux d'APD et d'autres apports du secteur public vers les pays en développement quantifient l'effort public (excluant les crédits à l'exportation) que les donateurs fournissent aux pays en développement pour l'agriculture.

4.b. Commentaires et limites

Les données du Système de notification des pays créanciers sont disponibles à partir de 1973. Toutefois, la couverture des données n'est considérée complète que depuis 1995 pour les engagements au niveau des activités et depuis 2002 pour les décaissements.

4.c. Méthode de calcul

La somme des flux d'APD et d'autres apports du secteur public de tous les donateurs vers les pays en développement dans le secteur agricole.

4.f. Traitement des valeurs manquantes (i) au niveau national et (ii) au niveau régional

- **Au niveau national :**

En raison de la qualité élevée des rapports, aucune estimation n'est produite pour les données manquantes.

- **Aux niveaux régional et mondial :**

Sans objet

4.g. Agrégations régionales

Les chiffres mondiaux et régionaux sont basés sur la somme des flux d'APD et d'autres apports du secteur public vers le secteur agricole.

5. Disponibilité des données et désagrégation

Disponibilité des données :

Sur la base du bénéficiaire pour tous les pays en développement éligibles à l'APD.

Séries chronologiques :

Données disponibles depuis 1973 sur une base annuelle (année civile)

Désagrégation :

Cet indicateur peut être ventilé par type de flux (APD ou autres apports du secteur public), par donateur, pays bénéficiaire, type de financement, type d'aide (projet du sous-secteur agricole), etc.

6. Comparabilité / Dérogation des normes internationales

Sources des divergences :

Les statistiques du CAD sont normalisées sur la base d'une année civile pour tous les donateurs et peuvent différer des données de l'exercice disponible dans les documents budgétaires de certains pays.

7. Références et documentation

URL :

<https://www.oecd.org/fr/cad/financementpourledeveloppementdurable/>

Références :

Consulter tous les liens ici :

<http://www.oecd.org/fr/cad/financementpourledeveloppementdurable/normes-financement-developpement/>